



Projet « Tadrib & Khidmè : Formation, Travail et Droits pour les Jeunes et Femmes au Tchad »

Code projet : AID 013244/04/8

Résultat 3 : Le système de formation technico-professionnelle public et privé et l'écosystème entrepreneurial tchadien offrent un environnement de travail digne et respectueux des droits des travailleurs.

A.3.2 Analyse et actions pour améliorer le climat de travail dans les entreprises et promouvoir le dialogue social

A.3.2.2 Accompagnement de 20 entreprises sur la thématique de la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) et de la Qualité de l'emploi, intégrant une collecte de données pour l'étude de base (baseline) et l'étude finale (endline)

Termes de référence

1- Contexte et justification

Le projet « Tadrib & Khidmè : Formation, Travail et Droits pour les Jeunes et Femmes au Tchad », financé par l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) et mis en œuvre par l'ONG ACRA en partenariat avec l'Office National pour la Promotion de l'Emploi-ONAPE, Bet Al Nadja-BAN, Tanalah Monitoring, Kilowatt et Jengalab, vise à contribuer au développement d'un emploi digne et durable, en particulier au bénéfice des jeunes, des femmes et des populations vulnérables, tout en soutenant une croissance économique inclusive dans ses zones d'intervention.

Malgré le potentiel économique avéré des villes de N'Djamena, Moundou et Sarh, le marché du travail tchadien demeure confronté à des défis structurels importants. Le taux de chômage des jeunes, notamment diplômés, reste très élevé, tandis que de nombreux secteurs économiques peinent à recruter une main-d'œuvre disposant des compétences adaptées. Cette inadéquation persistante entre l'offre de formation professionnelle et les besoins réels des entreprises limite l'insertion socio-professionnelle des jeunes et fragilise l'efficacité des dispositifs existants, tout en freinant le développement du secteur privé local.

Ces difficultés affectent de manière encore plus marquée les jeunes femmes, qui font face à des barrières spécifiques d'accès à l'emploi. Elles sont majoritairement présentes dans l'économie informelle, souvent dans des conditions de travail précaires, avec un accès limité à la formation qualifiante, au financement et aux opportunités économiques formelles. Les normes socioculturelles, notamment les rôles de genre et les mariages précoces, renforcent ces inégalités et appellent à une approche volontairement inclusive et sensible au genre, afin de faire émerger des opportunités économiques accessibles aux femmes et de lever les obstacles à leur insertion professionnelle.

Dans ce contexte, le projet Tadrib & Khidmè adopte une approche intégrée formation-emploi-droits, qui repose sur une compréhension approfondie :

- Des opportunités de marché existantes et émergentes dans les zones d'intervention ;
- Du tissu entrepreneurial local et de ses dynamiques ;
- Du potentiel de mobilisation des entreprises en tant qu'acteurs clés de l'insertion professionnelle, de l'apprentissage et de la promotion de pratiques favorables au travail décent, à l'égalité de genre et au respect des droits au travail.

Une première activité du projet (2.1.1, Etude d'opportunités de marché et une cartographie/analyse d'activités à N'Djamena, Moundou et Sarh) a permis de produire une analyse approfondie et opérationnelle des opportunités de marché et du tissu économique dans les zones ciblées, afin de soutenir la conception et la mise en œuvre de dispositifs efficaces d'insertion professionnelle au profit des jeunes et des femmes et plus particulièrement de :

- Cartographier le tissu économique local, en caractérisant les entreprises selon leur secteur d'activité, leur taille, leur niveau de structuration et leur localisation géographique ;
- Identifier les besoins en compétences des entreprises, en mettant en évidence les profils recherchés, les métiers en tension et les perspectives de recrutement ;
- Identifier et sélectionner un portefeuille d'entreprises partenaires, capables de s'engager dans des dispositifs d'accueil (stages, apprentissage, insertion) et de contribuer activement à la mise en œuvre des activités du projet .

La présente prestation vient dans la continuité de cette première étude et vise à :

- Accompagner 20 entreprises sur la thématique de la Responsabilité Sociale et Environnementale et de la Qualité de l'emploi dans les villes de N'Djamena, Moundou et Sarh, considérées comme les principaux pôles économiques du pays.
- Collecter des données pour l'étude de base (baseline) et l'étude finale (endline) du projet.

La prestation contribuera ainsi via l'accompagnement et la restitution des grands enseignements à sensibiliser les parties prenantes (entreprises, syndicats, services déconcentrés, ministères, salariés) en matière d'emploi décent, d'amélioration de l'environnement de travail et de connaissance des droits des travailleurs et à leur fournir des pistes de travail concrètes.

2- Objectif général et objectifs spécifiques

Objectif général

Fournir un accompagnement à 20 entreprises sur la thématique de la Responsabilité Sociale et Environnementale et de la Qualité de l'emploi, intégrant une collecte de données pour l'étude de base (baseline) et l'étude finale (endline).

Objectifs spécifiques

1 – En 2026, réaliser un diagnostic de base (baseline) et un accompagnement auprès de 20 entreprises ciblées dans les villes de N'Djamena, Moundou et Sarh, en :

- Collectant les données permettant d'évaluer le climat du travail (niveau entreprise) et la qualité de l'emploi (niveau employés dont au moins 30 jeunes et 30 femmes) au sein de ces entreprises, à travers des entretiens avec la direction (DRH/DG) et des enquêtes individuelles.
- Restituant les résultats et coconstruisant un plan d'action Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) avec chaque entreprise.

2 – En 2027, assurer un suivi des 20 entreprises pour identifier les progrès et les défis persistants en matière de RSE et de qualité de l'emploi ainsi que du renforcement de capacité de ces entreprises.

3 – En 2028, conduire une nouvelle collecte de données (endline) auprès des mêmes 20 entreprises, en :

- Collectant les données permettant de ré-évaluer le climat de travail et la qualité de l'emploi et l'impact des actions mises en place depuis le diagnostic initial, via une méthodologie similaire,
- Proposant des recommandations pour une amélioration continue de la RSE et de la qualité de l'emploi tant pour les entreprises que pour de futurs projets.

Une attention spécifique devra être portée sur les questions de genre, de bien-être communautaire, et de dialogue social afin de contribuer à créer un écosystème propice à la promotion du travail formel, digne et sûr et à favoriser l'accès des femmes au travail.

Les enquêtes individuelles de mesure de la qualité de l'emploi seront réalisées selon l'approche de Tanalah Monitoring qui combine 6 dimensions objectives et subjectives. Cette évaluation à 360° de la situation d'emploi d'un individu permet d'avoir un aperçu chiffré de sa perception de la qualité de l'emploi et identifier les dimensions fortes et les dimensions faibles. A cet effet, le/la consultant-e ou le cabinet retenu seront formés à la méthode de Tanalah Monitoring au cours de la prestation.



Périmètre

L'étude portera sur **20 entreprises** identifiées lors de l'activité « 2.1.1, Etude d'opportunités de marché et une cartographie/analyse d'activités à N'Djamena, Moundou et Sarh » et avec lesquelles une convention de partenariat sera signée. Chacune de ces entreprises a d'ores et déjà indiqué souhaiter collaborer avec le projet.

Ces entreprises se situent dans les trois principales zones d'intervention du projet :

- **N'Djamena** (capitale administrative et économique)
- **Moundou** (capital économique et deuxième ville du pays)
- **Sarh** (pôle industriel et agroalimentaire).

La liste des 20 entreprises sera fournie à le/la consultant-e ou le cabinet retenu. A titre indicatif :

- La répartition géographique anticipée est la suivante :
 - N'Djamena : 10 à 12 entreprises
 - Moundou : 4 ou 5 entreprises
 - Sarh : 4 ou 5 entreprises
- Les secteurs seront variés et comporteront notamment l'industrie (dont agro-alimentaire), le BTP, les NTIC et les services.
- Les tailles d'entreprises seront variées et intégreront des TPE, PME ainsi que de grandes entreprises

La collecte de données par enquête concernera au moins 200 collaborateurs au total sur ces 20 entreprises (dont a minima 30 jeunes et 30 femmes) . L'échantillon devra être stratifié selon la taille d'entreprise avec un ciblage sur les métiers où les besoins de main d'œuvre sont forts (à définir avec les DRH / DG).

3- Méthodologie et tâches du/de la consultant·e

Descriptifs des activités

Le/la consultant·e ou le cabinet retenu doit proposer une méthodologie rigoureuse, inclusive et participative, comportant au minimum les étapes suivantes :

- **Réunion de lancement** regroupant le/la consultant·e ou le cabinet retenu, Tanalah et ACRA pour :

- Revalider les objectifs, la méthodologie, le calendrier.
- Discuter des outils et de la méthode de collecte.
- Valider le contenu et format de restitution des livrables.

- **En 2026, un diagnostic de base (baseline) et un accompagnement** auprès de 20 entreprises ciblées dans les villes de N'Djamena, Moundou et Sarh avec **pour chaque entreprise** :

- **Des rencontres avec la Direction** : réalisation d'entretiens de cadrage et de diagnostic avec les Direction des Ressources Humaines (DRH) et/ou Directions Générales (DG) pour présenter les objectifs du projet, comprendre les enjeux en termes de RSE et échanger sur la démarche de collecte de données.
- **Validation de la méthodologie et de l'échantillon pour l'enquête individuelle** : Conception de la méthodologie d'enquête et d'échantillonnage de manière conjointe avec les entreprises et avec Tanalah.

A cette étape, les outils proposés par Tanalah pour les enquêtes individuelles pourront également être ajustés.

- **Participation à la formation à la mesure de la qualité de l'emploi** réalisée par Tanalah (2,5 jours pour les enquêteurs qui recevront une attestation en fin de formation)
- **Mesure de la qualité de l'emploi** : Réalisation d'une enquête – idéalement par téléphone ou dans un local neutre auprès d'un échantillon aléatoire de collaborateurs - pour évaluer la qualité de l'emploi selon la méthode créée par Tanalah Monitoring.

L'enquête sera réalisée via Kobo Collect. Sa durée moyenne est de 25 à 35 minutes par collaborateur enquêté.

En fin d'enquête, un entretien de débriefing sera réalisé entre Tanalah et la consultance en vue de nourrir l'analyse statistique avec des éléments qualitatifs.

- **Rédaction du diagnostic RSE par entreprise** : Sur la base des analyses statistiques réalisées par Tanalah et des éléments qualitatifs collectés par la consultance, la consultance rédigera le diagnostic RSE
- **Plan d'action par entreprise** : Atelier de co-construction d'un plan d'action pour améliorer la qualité de l'emploi et la RSE.

- **Restitution du plan d'action par entreprise** : Présentation formelle du plan d'action aux DG, DRH et si possible représentants du personnel sur les résultats et le plan d'action validé.

En complément de ces activités à réaliser pour chacune des 20 entreprises, la consultance proposera une analyse transversale et des recommandations au projet.

2. En 2027, un ou des points d'étape avec chacune des 20 entreprises ciblées

- **Entretien de suivi** pour identifier les progrès et les défis persistants en matière de responsabilité sociale et environnementale (RSE) et de qualité de l'emploi.
- **Réalisation d'un compte-rendu avec recommandations.**
- **Mise en œuvre d'actions de renforcement de capacité.**

3. En 2028, une enquête endline auprès de 20 entreprises ciblées dans les villes de N'Djamena, Moundou et Sarh avec pour chaque entreprise :

- **Des rencontres avec la Direction**: réalisation d'entretiens avec les Directions des Ressources Humaines (DRH) et/ou Directions Générales (DG) pour présenter cette nouvelle étape, faire le point sur l'évolution des enjeux en termes de RSE et échanger sur la nouvelle collecte de données.
- **Réévaluation de la qualité de l'emploi** : Réalisation d'une enquête finale (méthodologie similaire à la baseline) pour mesurer les progrès réalisés depuis le diagnostic initial.
- **Rédaction du livrable** : Sur la base des analyses statistiques réalisées par Tanalah et des éléments qualitatifs collectés par la consultance, synthèse des grands enseignements sur la mise en œuvre du plan d'action, les succès et points restants à renforcer.
- **Restitution et recommandations** : Présentation des résultats finaux aux entreprises et proposition de recommandations pour une amélioration continue de la RSE et de la qualité de l'emploi.

En complément de ces activités à réaliser pour chacune des 20 entreprises, la consultance proposera une analyse transversale et des recommandations en vue de futurs projets.

Moyens mis à disposition du consultant

Les moyens et outils suivants seront mis à disposition du consultant par le projet

Moyens / Outils	Responsabilité au sein du projet
Liste des 20 entreprises partenaires avec lesquelles une convention de partenariat est signée	ACRA
Appui à l'élaboration de l'échantillonnage	Tanalah

Formation et outils de mesure de la qualité de l'emploi au niveau individuel	Tanalah
Analyses statistiques de la qualité de l'emploi par entreprise	Tanalah

Le mandat devra donc être mené en forte proximité avec Tanalah et avec ACRA. Pour ce faire, une fréquence de rencontre à minima bimensuelle sera mise en place.

Livrables attendus

Le/la consultant-e produira les livrables suivants, en version électronique (PDF/Word/PPT) :

Livrable	Echéance	Calendrier de paiement
Note de lancement de la mission	Mois 1	10%
Rapport de diagnostic de base (baseline) comprenant une analyse transversale ainsi que l'analyse des données quantitatives collectées, les diagnostics RSE des 20 entreprises et les plans d'action des 20 entreprises	Mois 4	40%
Compte-rendu des entretiens de suivi pour chacune des 20 entreprises	Mois 15	10%
Rapport de diagnostic de fin (endline) comprenant une analyse transversale ainsi que l'analyse des données quantitatives collectées, l'état des lieux de la mise en œuvre des plans d'action et des recommandations pour chacune des 20 entreprises	Mois 24	40%

Chaque livrable doit être livré en français et respecter les formats convenus (respect des chartes du projet, formats éditables). Une attention particulière sera portée à la clarté et la concision des documents.

4- Durée et calendrier de la mission

La mission est prévue de juillet 2026 à juin 2028. Un calendrier détaillé (séquence des activités et livrables) devra être proposé dans la note méthodologique initiale en respectant les échéances de livraison mentionnée ci-dessus.

5- Profil du/de la consultant·e ou du cabinet

Le/la consultant·e ou le cabinet retenu devra disposer d'une expertise avérée dans la conduite d'études économiques, de diagnostic et de plan d'action RSE, dans le contexte tchadien ou centrafricain.

1. Qualifications et expériences requises

- Diplôme universitaire de niveau BAC+5 minimum en économie, développement économique, sociologie, statistiques, planification, gestion de projets, ou tout autre domaine pertinent.
- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la réalisation d'études similaires mixant des méthodes quantitatives et qualitatives : enquêtes emploi et/ou diagnostics RSE.
- Expérience démontrée dans l'accompagnement d'entreprises sur les thématiques RSE.
- Bonne connaissance du contexte socio-économique tchadien, et plus spécifiquement des réalités économiques urbaines (N'Djamena, Moundou, Sarh) constituera un atout majeur.
- Expérience de travail avec des projets financés par des bailleurs internationaux (UE, AICS, agences de coopération, ONG internationales) appréciée.

2. Compétences techniques et méthodologiques

- Capacité à s'adapter à des contextes variés et à proposer des solutions et des plans d'action pragmatiques face aux défis rencontrés sur le terrain.
- Solide capacité d'analyse et de synthèse des données qualitatives et quantitatives.
- Maîtrise des méthodes d'enquêtes de terrain (entretiens, questionnaires, focus groups).
- Capacité à produire des livrables structurés, clairs et exploitables (rapports analytiques, plan d'action synthétique, supports de restitution).

3. Compétences transversales

- Excellentes capacités rédactionnelles en français, la maîtrise des langues locales (arabe, ngambaye et sarh) est un atout.
- Approche participative, inclusive et sensible aux enjeux de genre, de dialogue social, de protection sociale et de travail décent.
- Capacité en animation et à travailler en étroite collaboration avec une équipe projet multi-acteurs et à respecter les délais impartis.
- Intégrité professionnelle et respect de la confidentialité des informations collectées.
- Excellentes compétences en communication orale pour présenter des résultats et convaincre des interlocuteurs variés.

6- Processus de candidature

Contenu des offres

1. Documentation

- « **Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et à l'absence de conflit d'intérêt**»,
- Les pièces et supports justifiants les expériences et compétences détenues ;
- Signature dûment autorisée (seulement pour les structures et pas applicable pour un consultant individuel) : un document officiel (statuts, déclaration devant notaire, etc.) prouvant que la personne qui signe au nom et pour le compte de la société/l'entreprise commune/le consortium est habilitée à le faire,
- Copie de RCCM (seulement pour les structures et pas applicable pour un consultant individuel),
- Copie du NIF (seulement pour les structures et pas applicable pour un consultant individuel),
- Le code du projet « AID 013244/04/8 » doit apparaître sur la page de garde de l'offre ainsi que les factures.

2. Offre technique :

L'offre technique doit inclure :

- La compréhension des objectifs
- La méthodologie envisagée ;
- Le chronogramme détaillé des activités ;
- Le descriptif de l'organisation de l'équipe et du rôle de chacun ;
- CV en format PDF du/des candidats/candidats ou des/les experts/et leurs pièces justificatives (copies) attestant les expériences professionnelles et/ou d'études indiquées dans le CV en langue française avec au moins 2 références pertinentes ;
- Un descriptif des expériences récentes et significatives dans la réalisation de projets similaires (joindre éventuelles attestations de bonne exécution) ;

3. Offre financière :

Une offre financière (en Euros) incluant la valeur totale du contrat subdivisée en sous-positions, le cas échéant, en précisant la valeur des impôts. Elle doit aussi indiquer tous les coûts de mise en œuvre, les frais de transport de la mission terrain et tous les autres frais/per diem.

Le budget maximum disponible pour cette prestation est de **20 000€ TTC**.

4. Taxes et autres charges

Le régime fiscal et douanier applicable est le suivant : **Toutes Taxes Comprises (TTC)**

Dépôt, traitement des dossiers et autres procédures

Les questions éventuelles peuvent être envoyées à l'email contact@tanalah-monitoring.com avant le 11/06/2026.

Les candidat.e.s intéressé.e.s sont priés de soumettre leurs candidatures complètes, au plus tard le 21/06/2026, avant 12h00 heure du Tchad (Date limite de réception des candidatures).

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il existe un seul système pour l'envoi des candidatures :

- Par courriel électronique à l'adresse mail : contact@tanalah-monitoring.com copie selectiontchad@acra.it

Avec objet : **TCDFOR - Appel à Service pour l'accompagnement de 20 entreprises sur la thématique RSE**

Merci de bien vouloir noter que :

- 1) Les dossiers envoyés après la Date limite de réception des candidatures ne seront pas acceptés ;
- 2) Seuls les dossiers complets comprenant : les documents administratifs, l'offre technique (dont CV), une déclaration sur l'honneur et l'offre financière, seront pris en considération.

Les candidats/es retenus/es après entretien seront informés par écrit par Tanalah. Il sera tenu de confirmer sa disponibilité dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception de courrier l'informant de son admission.

En cas d'indisponibilité, Tanalah peut décider d'attribuer le service à un autre candidat sur la liste d'attente.

Le contractant signera un contrat de service avec Tanalah, société basée en France.

En cas d'annulation de la procédure d'appel de service, Tanalah informera les soumissionnaires.

L'annulation est possible dans les cas suivants :

- Echec de la procédure de passation de marché, c'est-à-dire lorsque les offres reçues ne présentent pas d'intérêt qualitatif et / ou financier, ou lorsque des réponses valables n'ont pas été reçues ;
- Modification substantielle des éléments techniques ou économiques du projet ;
- Des circonstances exceptionnelles ou des cas de force majeure rendant impossible l'exécution normale du service ;
- Lorsque toutes les offres conformes sur le plan technique donnent un prix supérieur aux ressources financières disponibles ;
- L'attribution n'est pas conforme à une gestion financière saine, c'est-à-dire qu'elle ne respecte pas les principes d'économie, d'efficacité et d'efficacités (par exemple, le prix proposé par le soumissionnaire à qui l'attribution du marché est censée être objectivement hors de proportion avec le prix du marché).

Tanalah ne sera en aucun cas tenue responsable des dommages de toute nature, y compris, sans limitation, des dommages pour manque de profits liés à l'annulation d'une procédure de sélection, même si a été signalée possibilité de dommages.

Grille d'évaluation des offres

Les propositions reçues seront évaluées sur la base d'une analyse technique et financière. La sélection se fera selon la grille ci-dessous, pour un total de 100 points.

1. Évaluation technique – 70 points

Critères	Détails	Points
Compréhension des TDR	Clarté de l'analyse du contexte, compréhension des objectifs et enjeux de l'étude	10
Qualité de la méthodologie proposée	Cohérence de la démarche, outils de collecte qualitatifs, stratégie d'analyse et de création des plans d'action, prise en compte des spécificités locales	25
Expérience du/de la consultant-e ou du cabinet	Expériences similaires documentées, références pertinentes, connaissance du contexte tchadien	25
Organisation et plan de travail	Réalisme du calendrier, répartition des tâches au sein de l'équipe, capacité à respecter le délai	10
Total technique		70

2. Évaluation financière – 30 points

Critères	Points
La Proposition financière dont le prix évalué est le moins élevé (Pm) se verra attribuer la note de prix (Np) maximale de 30. La note financière relative au prix des autres Propositions sera calculée par la formule ci-après : $Np = 30 \times Pm/P$, dans laquelle "Np" est la note financière du prix P, "Pm" est le prix le moins élevé, et "P" le prix de la Proposition évaluée.	30

3. Note finale

La note finale sera obtenue par l'addition de la note technique et de la note financière (sur 100 points). Le marché sera attribué au/à la consultant-e ou cabinet ayant obtenu la meilleure note globale, sous réserve de conformité administrative.

En cas de notes globales proches, des entretiens pourront être organisés avec les 2 meilleurs candidats afin de les départager.

POLITIQUE TOLERANCE ZERO

Le projet applique une tolérance zéro pour toute violence, abus ou exploitation des enfants et des adultes vulnérables commis par son propre personnel, par le personnel de ses partenaires ou tout autre personnel associé à l'organisation.

Les contrôles de sécurité font donc partie intégrante du processus de sélection.

Le candidat retenu devra s'engager à respecter et à promouvoir la PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE ET POLITIQUE EN MATIÈRE D'ABUS (PSEA) et la POLITIQUE DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE de l'organisation.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

ANNEXE : déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et à l'absence de conflit d'intérêts

Le/la soussigné(e) [nom du/de la signataire du présent formulaire, à remplir]:

- agissant en son nom propre (si l'opérateur économique est une personne physique ou en cas de déclaration en nom propre d'un administrateur ou d'une personne disposant de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle vis-à-vis de l'opérateur économique¹)
ou
- agissant en qualité de représentant de (si l'opérateur économique est une personne morale)

dénomination officielle complète (uniquement pour les personnes morales):

forme juridique officielle (uniquement pour les personnes morales):

adresse officielle complète:

n° d'immatriculation à la TVA:

déclare qu'il/elle ou que la société ou l'organisme qu'il/elle représente:

- n'est pas en état ou ne fait pas l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, et ne se trouve dans aucune situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par une législation ou une réglementation nationale;
- n'a pas fait l'objet d'une condamnation ayant autorité de chose jugée pour un quelconque délit affectant sa moralité professionnelle;
- n'a pas commis de faute professionnelle grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier;
- a rempli toutes ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale et au paiement de ses impôts selon les dispositions légales du pays où il/elle est établi(e), celles du pays du pouvoir adjudicateur et celles du pays où le marché doit être exécuté;
- n'a pas fait l'objet d'une condamnation ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés;
- ne fait pas l'objet d'une sanction administrative pour s'être rendu(e) coupable de fausses déclarations lors de la communication des renseignements exigés par le pouvoir adjudicateur pour sa participation à un marché, pour n'avoir pas fourni ces renseignements ou pour avoir été déclaré(e) en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de ses obligations dans le cadre de marchés financés par le budget.

En outre, le/la soussigné(e) déclare sur l'honneur:

- qu'il/elle n'est pas en situation de conflit d'intérêts par rapport au marché; un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de tout autre type de relations ou d'intérêts communs;
- qu'il/elle fera connaître sans délai au pouvoir adjudicateur toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts;
- qu'il/elle n'a fait, ni ne fera aucune offre, de quelque nature que ce soit, dont il serait possible de tirer avantage au titre du marché;
- qu'il/elle n'a pas consenti, recherché, cherché à obtenir ou accepté, et s'engage à ne pas consentir, rechercher, chercher à obtenir ou accepter, en faveur ou de la part d'une quelconque personne, un quelconque avantage, financier ou en nature, constituant une pratique illégale ou relevant de la corruption, directement ou indirectement, en guise de gratification ou de récompense liée à l'attribution du marché;
- que les renseignements fournis à la Commission dans le cadre du présent appel d'offres sont exacts, sincères et complets;
- qu'en cas d'attribution du marché, il/elle fournira la preuve qu'il/elle ne se trouve pas dans l'une des situations décrites aux points a), b), d) et e) ci-dessus

Nom, prénom Date Signature

